

## Communiqué de presse

Objet	Les Vert'libéraux veulent une politique financière modérée
Contact	Martin Bäümle, Conseiller national et Président, +41 79 358 14 85
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, CP 367, 3000 Berne 7 031 322 60 57, <a href="mailto:suisse@vertliberaux.ch">suisse@vertliberaux.ch</a> , <a href="http://www.vertliberaux.ch">www.vertliberaux.ch</a>
Date	15 décembre 2011

Les Vert'libéraux reconnaissent qu'au regard du reste de l'Europe, la Suisse a su faire preuve d'une bonne gestion des finances fédérales. Si l'on se réjouit des recettes et excédants extraordinaires de 2010, la Confédération a cependant connu un important ralentissement de sa croissance. Le frein à l'endettement est maintenu uniquement grâce aux recettes inattendues. Le groupe vert'libéral est convaincu qu'à partir de 2013, il faudra limiter l'augmentation des charges, ainsi le frein à l'endettement sera maintenu. Le groupe vert'libéral refuse toute demande d'augmentation servant des intérêts particuliers.

Les Vert'libéraux veulent une politique financière empreinte de modération. Les dépenses nécessaires à la poursuite de l'action étatique et l'augmentation des charges doivent se maintenir en équilibre. Le constat sur la morosité des perspectives conjoncturelles, signifie également la nécessité de maintenir un frein sur l'augmentation des charges afin d'assurer une balance équilibrée.

Pour les Vert'libéraux, les moyens envisagés par le Conseil fédéral pour 2012 ne sont pas suffisants. Les charges pour le personnel de l'Etat, les conseils et les charges d'exploitation, augmenteront nécessairement. C'est pourquoi, les Vert'libéraux ont globalement accepté les demandes déplaisantes mais très modérées d'une réduction affectant linéairement les charges du personnel, des conseils et certains autres postes budgétaires. Ceci devait constituer un signal pour le Conseil fédéral. Malheureusement, les majorités au sein des Conseils n'ont pas suivi. Compte tenu des prévisions futures, les Vert'libéraux n'accepteront simplement pas d'augmenter les dépenses et demandent des contre-mesures à cet effet.

Les Vert'libéraux se sont clairement prononcés contre les réductions budgétaires affectant le développement de la coopération internationale, car elles vont à l'encontre des objectifs décidés au Parlement. Nous restons cependant particulièrement vigilants à ce que les moyens mis en oeuvre pour développer la coopération internationale soient en mesure d'atteindre ces objectifs.

Sur le principe, les Vert'libéraux partage la ligne adoptée par la majorité de la commission des finances. Malgré certains développements assurément peu satisfaisants, le budget 2012 est dans l'ensemble acceptable. L'endettement de la Suisse est la bête noire des Vert'libéraux et les représentants de notre parti demandent qu'en période de bonne conjoncture économique les excédants massifs servent à réduire la dette. Pour atteindre cet objectif, il est capital d'instaurer une priorité dans les dépenses, pour le Parti Vert'libéral cela signifie que :

- Les coûts directs et indirects des dommages environnementaux ne doivent plus être couverts par l'Etat, comme par exemple ceux destinés à la protection contre les crues – le principe pollueur-pollueur doit en conséquence être appliqué
- La conversion énergétique nécessite de futures augmentations budgétaires ciblées
- Les subventions pour l'agriculture doivent être au moins être rattachées à des prestations écologiques, afin de garantir aux paysans les meilleures chances d'entrée sur le marché
- A l'avenir, la sécurité du pays dépendra moins d'une armée coûteuse avec ses avions de combats que d'une politique étrangère, climatique et environnementale véritablement pertinente – le principe du pollueur-payeur doit logiquement être appliqué
- En matière d'éducation, la priorité ne doit pas être mise sur le montant des dépenses additionnelles, l'enjeu réside dans les moyens à mettre en oeuvre
- Il faut encourager de manière ciblée la recherche et le développement, la CTI (Commission pour la technologie et l'innovation), et le Fonds national suisse (FNS) en sont deux exemples prometteurs, qui auront à l'avenir le soutien des Vert'libéraux.
- En matière de politique de la santé, il faut augmenter les efforts pour atteindre les objectifs et les décideurs et acteurs concernés doivent faire en sorte que le système de santé bénéficie d'une gestion financière durable
- Les limites de la capacité financière doivent également être respectées en matière de politique sociale